

Dans les dossiers «chauds» des filières pétrolières et gazières, deux initiatives issues de la société civile méritent qu'on s'y arrête.

Sur fond d'un [cafouillage politique](#) gênant au gouvernement Marois dans le dossier de la fracturation hydraulique et de la protection des sources d'eau potable, la première de ces initiatives citoyennes est celle du [Conseil des Canadiens](#) (C DC)- un regroupement progressiste bien connu.

Lancée cette semaine, l'objectif de la campagne: se porter à la défense du moratoire *de facto* du Québec sur la fracturation hydraulique imposé à l'industrie du gaz de schiste.

Rappelons que ce moratoire modulé selon certaines conditions fut [annoncé](#) en 2011 pour l'estuaire du Saint-Laurent. Le tout, en attendant les résultats d'études d'impact environnemental plus poussées.

Aujourd'hui, une campagne et une pétition invitent plus particulièrement les citoyens à dire «Non» à *Lone Pine Resources* – une compagnie gazière et pétrolière américaine opérant aussi au Canada et dont le siège social est à Calgary.

Ce «[Non](#)» s'adresse à l'« [avis d'intention](#) » déposé en novembre dernier par [Lone Pine Resources](#) de «[se plaindre](#) en arbitrage» du dit moratoire «en vertu de l'Accord de libre-échange nord-américain ([ALÉNA](#))». En guise de compensation, [la compagnie réclame](#) 250 millions de dollars au gouvernement fédéral.

La [pétition](#) est par ailleurs commanditée par le CDC, le Réseau québécois sur l'intégration continentale, le Club Sierra et et le groupe *For Love of Water* (FLOW):

Écrit par Josée Legault
Jeudi, 16 Mai 2013 15:46 -

«Lone Pine, qui caresse le projet d'extraire du gaz par fracturation sous le Fleuve Saint-Laurent, a menacé de poursuivre le Canada en vertu de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). La compagnie demande une compensation de 250 millions de dollars alléguant que le moratoire du Québec viole le «droit» de Lone Pine de pratiquer la fracturation !

Nous ne devrions pas avoir à payer pour protéger l'environnement et notre bien-être. Les communautés, et non pas les entreprises privées, doivent avoir le dernier mot sur la fracturation ou tout autre projet qui menace les sources d'eau potable, l'environnement et la santé publique. On ne devrait pas être pénalisé lorsque l'on dit «NON !»,.»

Il est intéressant de noter que cette campagne était lancée par des groupes citoyens basés autant au Québec, qu'au Canada anglais et aux États-Unis. Et ce, à la veille même de l'assemblée annuelle des actionnaires de *Lone Pine* tenue à Calgary, le 15 mai.

En fait, cet avis d'intention de *Lone Pine* de poursuivre témoigne surtout de l'impatience croissante de cette puissante industrie face à des décisions gouvernementales, ici et à l'étranger, qui mènent à des moratoires contre la méthode hautement controversée de fracturation hydraulique.

En juin 2011, l'ex-premier ministre Lucien Bouchard – alors président de l'Association pétrolière et gazière du Québec- , avançait d'ailleurs en commission parlementaire la menace de [possibles poursuites](#) si des compensations n'étaient pas accordées à l'industrie visée par le moratoire...

À suivre...

Pendant ce temps, dans la filière pétrolière...

Par contre, dans la filière pétrolière, c'est une autre histoire.

Le gouvernement du Québec [bouge](#) – quoique partiellement seulement –, dans le dossier contentieux du gaz de schiste dans les basses terres du Saint-Laurent. Or, le mystère continue de flotter sur le dossier pétrolier dans son ensemble. Incluant sur le [pétrole de schiste](#), lequel fait pourtant appel à des techniques similaires de [fracturation hydraulique](#).

Le mystère flotte, entre autres, sur le projet tout aussi controversé de la compagnie *Enbridge* d'inverser le flux d'un de ses oléoducs pour y faire possiblement transiger au Québec du pétrole des sables bitumineux albertains.

Ces mêmes sables bitumineux sont considérés comme étant particulièrement polluants. Au point qu'ils pourraient même faire l'objet d'une « [directive restrictive](#) » de la part de l'Union européenne. La [tournée européenne](#) du ministre fédéral de l'Environnement pour y «vendre» ce type de pétrole fut d'ailleurs un véritable fiasco...

Quant à l'ouverture évidente du gouvernement Marois à la filière pétrolière, pour un survol des projets en jeu, voir [ici](#) et [ici](#).

Et donc, face à cette ouverture de Québec et aux pressions de plus en plus fortes d'*Enbridge*, *L a Presse* [rapporte](#) que des citoyens se mobilisent et somment le gouvernement Marois d'intervenir.

Cette autre initiative citoyenne est celle-ci:

«Un regroupement de citoyens et d'écologistes **presse le gouvernement Marois de lancer une consultation publique sur l'inversion du flux du pipeline 9B d'Enbridge vers Montréal,** citant le mauvais bilan de la société albertaine en matière de sécurité et les lacunes dans les audiences publiques fédérales.

*La **Coalition vigilance oléoduc**, qui se décrit comme un « regroupement informel et décentralisé d'une cinquantaine de citoyens et de groupes locaux », a été lancé le mois dernier. Il rassemble des personnes et des organismes établis dans les Basses-Laurentides, le long de l'oléoduc qui relie Montréal à Sarnia, en Ontario.*

*Le groupe **somme Québec d'instituer au plus vite une évaluation environnementale du projet** , qui fait déjà l'objet d'audiences publiques à l'**Office national de l'énergie**. Jean Léger, citoyen de Mirabel, estime que le processus fédéral a un parti pris pour le projet.»*

Bref, cette fois-ci, l'impatience est du côté de citoyens inquiets de s'en faire passer une petite vite par le gouvernement Marois dans ce dossier.

En mars, le ministre de l'Environnement – tout en refusant de donner le dossier au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) -, promettait sous peu une autre forme d'évaluation environnementale « [sans compromis](#) », précisait-il. On attend toujours... D'où l'impatience.

Une impatience qui, par ailleurs, s'explique aussi par la rapidité avec laquelle en novembre dernier, Pauline Marois et son homologue albertaine, Alison Redford, [s'entendaient](#) au Conseil de la fédération sur la création d'un comité conjoint mixte fort discret pour «étudier» le projet.

Connaissant l'empressement de Mme Redford à tenter de «vendre» le pétrole des sables bitumineux partout où elle le peut, cette impatience risque de se transformer bientôt en inquiétude.

Pendant ce temps, on attend toujours l'annonce du gouvernement Marois sur le dossier

Écrit par Josée Legault
Jeudi, 16 Mai 2013 15:46 -

Enbridge

.

À suivre...

Le NPD s'en mêle...

Cette même semaine, du côté fédéral, le chef du NPD, Thomas Mulcair, disait quant à lui [s’opposer dorénavant](#) au projet d'*Enbridge* pour cause d'évaluation environnementale non fiable :

*«Est-ce qu'il y aura plus de risques de fuites? C'est une question technique. Normalement, quand on a un système d'évaluation environnementale crédible, c'est le genre de chose qu'on peut regarder. **Mais il n'y a plus de système d'évaluation environnementale au Canada avec Stephen Harper.*** »

Voilà, au moins, qui a le mérite d'être clair.

Pendant ce temps, l'Agence internationale de l'énergie (AIE), elle aussi, est on ne peut plus claire sur les effets potentiels de la montée prévisible de la production et exportation du pétrole canadien et nord-américain, dont surtout ceux issus des sables bitumineux et du pétrole de schiste.

Parlant en termes de « [supply shock](#) » à venir – rien de moins qu'un choc mondial dans l'approvisionnement – l'AIE braque les projecteurs sur une

Écrit par Josée Legault
Jeudi, 16 Mai 2013 15:46 -

[offre et une demande mondiales en pleine expansion.](#)

Les conséquences négatives possibles sur l'environnement d'un tel scénario ne feront qu'ajouter à l'inquiétude ambiante.

Face à une vague aussi puissante, le gouvernement du Québec a beau jurer dur comme fer qu'il voit des miracles à venir dans l'«électrification des transports», l'impression est plutôt qu'il est nettement plus tenté par la filière pétrolière. Pour le meilleur et pour le pire.

DERNIÈRE HEURE:

Une autre initiative – celle-ci de la part d'universitaires, de scientifiques, d'économistes et de groupes environnementaux – serait également lancée ce 16 mai.

Présenté sous le nom de TarSandsRealityCheck.com , ce regroupement de voix canadiennes, américaines et européennes vise à présenter un contre-discours scientifique à celui des puissants lobbys de l'industrie des sables bitumineux albertains – des lobbys qui, de toute évidence, ont l'oreille de plusieurs gouvernements au Canada, dont , en tout premier lieu, celui de Stephen Harper.

Ce contre-discours, lit-on dans leur présentation, viserait à faire la démonstration des «impacts dévastateurs des sables bitumineux sur le climat, l'économie, les droits humains, la terre et la faune».

À suivre...

Pétrole et gaz de schiste lorsque les citoyens s'en mêlent

Écrit par Josée Legault
Jeudi, 16 Mai 2013 15:46 -

Cet article [Pétrole et gaz de schiste: lorsque les citoyens s'en mêlent](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#).

Consultez la source sur Lactualite.com: [Pétrole et gaz de schiste lorsque les citoyens s'en mêlent](#)